«Si la crise du logement fait tant parler d'elle, c'est qu'elle n'est pas limitée à la classe ouvrière, mais qu'elle atteint également la petite bourgeoisie... Ce sont ces maux-là, communs à la classe ouvrière et à d'autres classes, par exemple la petite bourgeoisie, auxquels s'intéresse de préférence le socialisme petit-bourgeois... La solution bourgeoise de la question du logement a fait faillite : elle s'est heurtée à l'opposition de la ville et la campagne. Et nous voici arrivés au cœur même de la question ; elle ne pourra être résolue que si la société est assez profondément transformée pour qu'elle puisse s'attaquer à la suppression de cette opposition poussée à l'extrême dans la société capitaliste d'aujourd'hui...

Que la situation des travailleurs depuis l'introduction de la production capitaliste sur une grande échelle, ait dans son ensemble empiré matériellement, il n'y a que la bourgeoisie qui en doute. Mais devons-nous pour cela regarder nostalgiquement en arrière vers les marmites d'Egypte (elles sont bien maigres), vers la petite industrie rurale qui n'a formé que des esprits serviles, ou bien vers les «sauvages» ? Tout au contraire. Seul le prolétariat créé par la grande industrie moderne, libéré de toutes les chaînes du passé, y compris de celles qui l'attachaient au sol, et concentré dans les grandes villes, est en état d'accomplir la grande transformation sociale qui mettra fin à toute exploitation et domination de classe. Les anciens tisserands ruraux avec leurs maisons et leur foyer, n'en auraient jamais été capables, ils n'auraient jamais conçu une telle idée et auraient encore moins trouvé la volonté de la réaliser... Et c'est précisément grâce à cette révolution industrielle que la force productive du travail humain a atteint un tel degré que la possibilité se trouve donnée —pour la première fois qu'il y a des hommes— de produire, par une répartition rationnelle du travail entre tous, non seulement assez pour assurer abondamment la consommation de tous les membres de la société et pour constituer un important fond de réserve, mais aussi pour laisser à chaque individu suffisamment de loisirs : alors tout ce qui dans l'héritage culturel transmis historiquement est véritablement digne d'être conservé —science, art, urbanité etc...— non seulement le sera, mais au lieu d'être le monopole de la classe dominante, il deviendra le bien commun de toute la société et il continuera à s'enrichir...».

ENGELS
La question du logement

Ecologie et cadre de vie : des formes de lutte qui se développent

LES DIVERSES COMPOSANTES DU MOUVEMENT ECOLOGISTE

La catastrophe de mars en Bretagne est venue balayer les discours hypocrites de la bourgeoisie au pouvoir au lendemain même où celle-çi gardait la majorité aux élections. Les problèmes que soulèvent les écologistes, nul ne peut aujourd'hui comme le faisait encore la droite il y a quelque temps, les qualifier de «folkloriques».

Cette étude s'attache avant tout à critiquer, souvent de manière polémique les discours et les écrits tenus par un certain nombre de «porte-paroles» du courant écologiste et non les militants et les associations existantes dont les positions sont souvent en contradiction avec les déclarations de ceux-ci. L'article que nous publions ici est une première contribution et en tant que telle elle est a discuter et à enrichir.

LA réalité est là tous les jours en Bretagne et ailleurs : dans les grandes villes polluées, dans les campagnes où on installe à la «va vite» des centrales nucléaires, sur les rivières et les mers qui servent de poubelles aux patrons pollueurs.

Mais au-delà de la dénonciation de ces méfaits, que proposent les écologistes, quelles solutions préconisent-ils pour mettre fin à la pollution sous toutes ses formes ?

Des recettes toutes faites, ils affirment ne point en avoir. Ce qu'ils veulent c'est qu'à partir des problèmes qu'ils soulèvent, les gens prennent en main leurs affaires et changent ainsi la politique. Que peuvent-en penser les communistes ? Comment expliquer les succès électoraux qu'ils ont remportés et d'abord : qui sont-ils ?

C'est à ces questions que nous avons essayé de répondre en partant de ce qu'ils sont, de ce qu'ils disent, en essayant de dégager à travers la confusion qui caractérise souvent ces associations, les principaux thèmes qu'ils mettent en avant pour essayer de cerner de plus près la réalité politique de ce mouvement et son avenir.

Les limites d'une telle étude sont évidentes : elle se base avant tout sur une connaissance des principales associations qui se présentent au niveau parisien comme les porte-parole du courant écologique alors qu'un certain nombre de groupes régionaux et locaux menant un travail réel sur le terrain ne se reconnaissent pas dans ces organisations. Néanmoins, à travers l'activité qu'elles mènent et les thermes qui leur sont propres, elles nous ont semblé significatives du courant écologique. Nous invitons nos lecteurs à enrichir cette prmière étude en nous faisant parvenir des éléments sur le travail mené par les organisations écologiques qu'ils connaissent et notamment en province.

QUI SONT LES ECOLOGISTES ?

• Il existe de nombreuses associations qui se sont formées à partir de la lutte contre des points précis de l'oppression capitaliste : logement, école, consommation... Ces associations ne se réclament pas pour autant de l'écologie, même si elles se sont fixées pour but la prise en compte des problèmes du cadre de vie.

Certaines de ces associations sont dirigées par les partis de gauche et traversées souvent de contradictions.

L'apparition du courant écologique sur la scène politique a commencé à se faire lors des élections présidentielles de 74, avec la candidature de René Dumont et surtout lors des élections municipales de 77, où à la suite de son relatif succès les partis de droite et de gauche ont essayé rapidement de se «repeindre en vert». C'est lors de ces élections que les écologistes ont commencé à apparaître largement ; la presse, les moyens audiovisuels se sont soudain préoccupés de ce nouveau phénomène. A droite comme à gauche, la chasse aux «voix vertes» a commencé dans la perspective de mars 78.

La spécificité des écologistes c'est qu'ils ont refusé assez explicitement l'alternative «droite ou gauche» pour soulever des problè-

mes jusqu'alors largement négligés par le PS et le PCF. Ces problèmes ne se limitent pas à la défense de la nature ou à la lutte contre la pollution ; la bourgeoisie en place tient précisément à les présenter et à les faire connaître uniquement sous cet angle. Mais à travers les revendications qu'ils avancent, les écologistes prétendent dans le même temps remettre en question le jeu de la politique traditionnelle et faire en sorte que «les gens prennent en main leurs propres affaires» : «Il faut changer la politique» affirment-ils volontiers. C'est dans cette manière de poser les problèmes du cadre de vie, de la croissance, des énergies que réside l'originalité de ce courant.

Présents aux élections municipales et législatives sous une étiquette commune, les écologistes n'en sont pas moins divisés. Les regroupements électoraux ne doivent pas faire illusion; au sein du courant écologiste qu'ils qualifient eux-mêmes souvent de «nébuleuse», il existe des clivages importants.

Plusieurs associations semblent dominer ce courant : «Les Amis de la Terre», «SOS Environnement» et le «Mouvement écologique». C'est autour de ces principales associations que se sont formées les listes écologistes aux élections notamment sur Paris. Mais les contradictions n'ont pas manqué ; ces associations reflètent en effet deux tendances du courant écologique. Si elles ont en commun un certain nombre de revendications, la manière dont elles envisagent les problèmes du cadre de vie est assez nettement différente.

• Les positions affirmées par ces associations ne reflètent pas d'autre part nécessairement les points de vue de la masse des «militants» écologistes ; surtout pour une association comme celle des «Amis de la Terre» où les déclarations de l'un des porte-parole Brice Lalonde sont souvent remises en cause par ceux qui participent aux comités. Les prises de position des comités locaux peuvent être également différentes d'une ville à l'autre.

Enfin il existe des groupes locaux à Paris comme en province qui se réclament de l'écologie mais qui se veulent autonomes par rapport aux associations principales.

Dans un premier temps nous essaierons de montrer la spécificité de chacune de ces associations pour dégager ensuite les principaux thèmes politiques mis en avant par les écologistes. Enfin nous essaierons de cerner de plus près la nature exacte de ce mouvement et son avenir politique.

S.O.S. Environnement

Il s'agit d'un regroupement d'un certain nombre d'associations de défense du cadre de vie, d'usagers des transports, de piétons...

A l'intérieur-même de ce regroupement, la Fédération des Usagers du Transport (F.U.T.) dispose d'une influence certaine. C'est en effet à partir des initiatives de la F.U.T. et de son président J.C. Delarue que vont se regrouper ces différentes associations.

À l'origine donc, la F.U.T. créée en 1968 et qui mène l'action pour la «priorité aux transports en commun» par rapport à la voiture individuelle. Très vite, la F.U.T. va se distinguer des autres associations sur l'environnement par les actions qu'elle va entreprendre : barrage de l'autoroute du Sud à l'Hay-les-Roses par les riverains en 74, blocage des voies SNCF à Fontainebleau par les usagers, blocage du périphérique de Paris...

Par ces «actions directes» la F.U.T. va rapidement se faire connaître et obtiendra un certain nombre de succès telle la construction d'un mur anti-bruit sur l'autoroute du Sud.

Début 74 se constitue le «bureau de liaison des associations de défense de l'environnement de la région parisienne» qui deviendra le «bureau de liaison S.O.S. Environnement». Ce bureau se constitue à l'initiative de la F.U.T. et comprendra «S.O.S. Paris» et «les droits du Piéton».

En mars 76, ce bureau de liaison présentera des «candidats verts» aux élections cantonales et remportera des succès surtout dans le Sud-Ouest de la région parisienne :

9 % à l'Hay-les-Roses et Ermont
12 % à Chesnay
17 % à Poissy
26 % à Pontoise

Plusieurs de ces candidats en se maintenant au second tour ont fait battre plusieurs sortants en particulier trois notables de droite : Chauvin, sénateur maire de Pontoise «père» de la ville nouvelle de Cergy ; Montjaret, conseiller général de Poissy (rénovation de la ville et route à grand débit) ; Dolivet (autoroute A 10).

Les actions menées par la F.U.T. ont pesé dans l'abandon par Giscard de la voie express rive gauche projetée par Pompidou.

De même, les rassemblements, les «référendums sauvages» organisés par les associations membres du bureau de liaison ont sensibilisé la population notamment dans le 14e arrondissement de Paris contre les projets d'autoroutes urbaines devant être construites dans l'enceinte même de Paris.

A l'actif de ces associations, il faut également citer l'abandon provisoire de l'autoroute A 10 qui devait transformer Châtillon-sous-Bagneux en centre d'affaires et le relier au centre Montparnasse en pénétrant au cœur des quartiers Paris-Sud.

La mobilisation rapide et «l'action directe» forment l'une des caractéristiques de ces associations qui n'hésitent pas à paralyser la mise en œuvre des schémas d'aménagement et à empêcher les projets d'urbanisme. Les membres de ces associations sont mis souvent sous la menace de vengeance; ainsi la vice-présidente de la F.U.T. Mme Voirey, 73 ans a eu sa maison brûlée par un incendie criminel en mai 76.

Tant au niveau de la structure d'organisation que de son programme «S.O.S. Environnement» se différencie nettement des «Amis de la Terre» auxquels il reproche quelque peu ses aspects anarchisants. Les contradictions n'ont pas cessé entre ces deux organisations et c'est après de multiples discussions orageuses que «S.O.S. Environnement» a rejoint le collectif «Écologie 78» pour les élections de mars.

— «S.O.S. Environnement» dispose d'un réseau d'associations assez bien structuré à la différence des «Amis de la Terre». Dans le cadre de l'action contre l'autoroute A 10, il y a eu dans l'association de défense de Châtenay-Malabry jusqu'à 400 adhérents pour 25 000 habitants, soit beaucoup plus que n'importe quelle force politique n'en avait compté sur la ville. Pour chaque problème particulier de l'environnement «S.O.S. Environne-

ment» dispose de dossiers très détaillés et propose des «contre-projets». C'est ainsi que la F.U.T. a fait connaître un contre-plan de circulation dans Paris donnant la priorité aux transports en commun, ou semi-collectifs (taxis, taxis collectifs) et prévoyant le développement d'un «Réseau Vert» autour et à l'intérieur de Paris.

— «S.O.S. Environnement» est principalement implanté dans la périphérie Ouest et Sud-Ouest de Paris, banlieues résidentielles. Sur une centaine d'associations, il y en a une quarantaine dans les Yvelines, un bon nombre dans l'Essonne. Récemment, après les élections municipales à Paris, des jobertistes en «rupture de ban » ont adhéré à cette association. Aujourd'hui encore principalement implantée dans la région parisienne, «S.O.S. Environnement» sous l'impulsion de ses animateurs compte bien devenir une organisation nationale.

— Les cadres, professions libérales, commerçants sont nombreux dans ces associations. À côté d'ingénieurs, d'informaticiens, de techniciens, on trouve aussi des fonctionnaires, des employés de la SNCF, de la RATP... À la différence des «Amis de la Terre», on trouve beaucoup moins d'«ex-gauchistes» et la moyenne d'âge est plus élevée. Il y a peu de jeunes de moins de 30 ans, la majorité des membres ont entre 30 et 40 ans. Jean-Claude Delarue, président de «S.O.S. Environnement» décrit exactement les choses quand il déclare :

«Tous les membres des associations ont l'expérience d'avoir cherché un logement, ils ont des enfants et en un mot ils sont «installés». Un certain nombre sont des gens qui ont quitté Paris pour vivre à la campagne à l'abri de la pollution... Ils ont parfois 4 heures de transport par jour, aller-retour jusqu'à Paris, où ils ont leur travail. Ils craignent que leur cadre de vie soit menacé par la construction d'autoroutes ou l'extension de villes nouvelles... (Certains sont) des gens qui ont acheté une petite maison et qui se retrouvent coincés là où ils sont... Les gens qui sont locataires en HLM se sentent moins concernés parce qu'ils peuvent toujours se dire que si ça devient insupportable ils déménageront».

(Interview donnée au *Quotidien du Peuple* en mars 77)

— «S.O.S. Environnement» est souvent considéré comme la tendance de droite du courant écologique. Jean-Claude Delarue vient du PS où il n'a pas repris sa carte depuis deux ans. Philippe Saint Marc qui s'est présenté aux élections municipales à Paris sur la liste de D'Ornano était membre du «Bureau de liaison des associations de défense de l'environnement» jusqu'au début de 74, et à la veille des présidentielles il avait rédigé avec Jean-Claude Delarue les questionnaires du «bureau» aux candidats aux présidentielles. Peu après, à la surprise des membres des associations, il appelait à voter Giscard.

Les «Amis de la Terre» traitent «SOS Environnement» «d'environnementaliste» et lui reprochent de ne pas avoir une «vision globale» des problèmes de l'environnement. En fait, on ne peut reprocher à «S.O.S. Environnement» de manquer de cohérence dans son projet.

Tout d'abord, «S.O.S. Environnement» se définit plus comme un groupe de pression que comme un mouvement politique. Constatant l'écart existant entre les problèmes quotidiens des «citoyens» et les institutions politiques existantes, ces associations entendent reprendre en compte ces problèmes et obtenir satisfaction : *«Nous ne voulons pas créer une force politique autonome mais faire pression sur un certain nombre de gens pour qu'ils fassent ce dont on a envie. Et nous ne parlons pas d'une vision globale : par exemple, nous sommes contre la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine mais nous n'avons pas une position arrêtée sur le nucléaire en général...*

Nous ne nous attaquons pas aux causes mais aux conséquences. Si nous nous attaquons aux causes en dénonçant le capitalisme, nous serions suivis par beaucoup moins de gens, alors que par exemple, selon les sondages, 78 % des gens sont contre la circulation automobile au centre des villes...

Nous attirons par notre efficacité... En obtenant le prolongement d'une ligne SNCF dans la banlieue Sud, nous avons fait gagner en temps à un employé 18 jours par an. C'est mieux que le Front Populaire».

(Jean-Claude Delarue *Quotidien du Peuple* - mars 77)

Dans ce cadre, «S.O.S. Environnement» refuse l'étiquette «d'aile droite» du mouvement écologiste dans la mesure où il refuse le dilemne «droite-gauche». Cette organisation s'est opposée aux «Amis de la Terre» et à son porte-parole Brice Lalonde qui entre les deux tours des élections a refusé de renvoyer dos à dos la droite et la gauche en indiquant assez nettement ses sympathies pour la gauche. De même, J.C. Delarue s'est opposé aux tentatives du PSU de rallier une partie du courant écologiste dans le «Front Autogestionnaire».

Cette volonté d'affirmer l'indépendance des écologistes à l'égard des partis politiques n'exclut pas toutefois la «récupération». J.C. Delarue dans une Tribune Libre du *Quotidien du Peuple* déclarait nettement ne pas y être opposé à partir du moment où les problèmes posés par cette organisation sont réellement pris en compte... En attendant, «S.O.S. Environnement» continue d'affirmer son «indépendance».

«Il y a un fossé énorme entre ce que pense la population et ce que pensent les représentants élus... En dehors des échéances électorales, les élus au niveau national comme au niveau local estiment — et c'est la loi — que c'est à eux seulement qu'il appartient de prendre des décisions. Or nous estimons que celles-ci relèvent de la population... Un certain nombre d'associations doivent recourir à des moyens extrêmes : occupation d'autoroute par exemple. Les choses seraient différentes s'il y avait d'autres moyens, un référendum d'initiative populaire par exemple. La démarche électorale de certaines associations reflète des besoins qui ne sont pas satisfaits au niveau du système électoral actuel et au niveau de l'attitude des partis politiques».

(J.C. Delarue - *Paris Hebdo* - janvier 77)

«Il ne suffit pas de convaincre l'administration et les élus de la justesse de nos propositions : celles-ci n'ont guère de chance d'être appliquées si les partis politiques ne nous craignent pas... Les partis nous craignent au point que leurs responsables défilent ici, chez moi sans arrêt...».

(J.C. Delarue - *Quotidien du Peuple* Mars 77)

Les Amis de la Terre

A l'origine, il s'agit d'un mouvement créé aux Etats-Unis qui s'est étendu ensuite dans une quinzaine de pays : RFA, Grande-Bretagne, Suède, Belgique, Suisse, Nouvelle Zélande, Australie, Thaïlande, Pays-Bas, Irlande, Yougoslavie, Kenya...

En 69, les «Amis de la terre» ne représentent en France qu'un groupe d'une vingtaine de personnes. En 74, le «Mouvement écologiste» qui soutenait la candidature Dumont va se diviser et à Paris le gros des forces va rejoindre les «Amis de la Terre» donnant à ce mouvement une nouvelle impulsion.

Aujourd'hui, le réseau des «Amis de la Terre» déclare regrouper environ 70 groupes locaux en France.

«Les Amis de la Terre» vont organiser un certain nombre de campagnes de sensibilisation dont les thèmes débordent souvent le cadre national : expédition pour sauver les phoques du Labrador, «Projet Jonah» contre l'extermination des baleines avec les expéditions «Green-Peace» en mer pour empêcher les baleiniers soviétiques d'opérer ; expédition en voilier à Mururoa contre les explosions militaires atomiques françaises ; campagne contre le supersonique Concorde...

A cela s'ajoute un certain nombre de rassemblements et de manifestations : cortèges à bicyclette ; lutte contre la pollution de la Laïta en Bretagne, contre l'implantation de Péchiney à Vezelai ; participation aux manifestations contre les installations des centrales nucléaires en France dont les «Amis de la Terre» n'ont pas eu véritablement la direction.

Enfin, il faut signaler la tentative de mise en place d'une «radio-verte» à Paris en liaison avec d'autres groupes.

Par rapport aux campagnes et aux actions qu'ils mènent, les «Amis de la Terre» bénéficient d'une publicité assez importante par les moyens journalistiques et audio-visuels ; ceux-ci, notamment depuis les élections municipales, accordent à son «porte-parole», Brice Lalonde une place souvent disproportionnée par rapport à l'influence réelle dont il dispose à l'intérieur même du courant écologique.

Pour l'instant le réseau des «Amis de la Terre» même s'il dispose d'une influence réelle à l'intérieur même de Paris, bénéficie d'une implantation en province supérieure à «S.O.S. Environnement» à Lille, Grenoble, Lyon, Rouen... Mais l'organisation des comités est beaucoup plus lâche : les groupes locaux ou régionaux ne sont pas réellement coordonnés et la liberté la plus grande est formellement donnée à chaque comité de prendre telle ou telle position. Cette désorganisation s'inscrit dans la logique anti-autoritaire de cette organisation mais cela ne vas pas sans poser de multiples problèmes. Quoi de commun par exemple entre le comité des «Amis de la Terre» de Marseille qui inscrit sa lutte dans le cadre de la lutte anti-capitaliste et les déclarations parisiennes de Brice Lalonde ? La «direction» de fait, de ce mouvement qui centralise tant bien que mal ce qui se passe en province est amenée à prendre des initiatives ou à faire des déclarations rejetées par la «base». Visite de Brice Lalonde à Chirac après les élections municipales, radio-verte à Paris avec J.E. Hallier, déclaration de Brice Lalonde en faveur de la gauche... Une telle désorganisation permet en fait à ce dernier d'être présenté par la presse, la radio et la télévision comme le porte-parole de l'ensemble du courant écologique, ce qui est loin d'être une réalité.

● C'est à l'intérieur des «Amis de la Terre» qu'on trouve le plus grand nombre d'anciens «gauchistes» de mai 68, ayant milité dans diverses organisations : PSU, LCR, Cause du Peuple... Ces anciens militants dressent un bilan d'échec de l'extrême gauche d'où le ressentiment n'est pas absent.

«La politisation et la violence ne servent à rien» entend-on parfois de la part d'anciens militants qui ont remplacé le badge de Mao Tsé-toung que portaient les militants de l'ex-Gauche Prolétarienne par celui de la Baleine ; mais c'est toujours sur les mêmes vestes de treillis ou de cuir un peu usées qu'ils sont accrochés... A ces anciens de mai 68 vient s'ajouter un nombre important de jeunes lycéens et étudiants qui sont dégoûtés de la politique des partis de droite et de gauche.

A côté de ces ex-militants et de ces jeunes qui tous deux sont les plus actifs sur le terrain voisine un certain nombre de personnalités spécialisées dans tel ou tel secteur scientifique : nucléaire, pollution des mers, biologie....

Cette composition des comités est nette pour une ville comme Paris mais elle a connu une certaine évolution surtout en province où les comités sont amenés à travailler en liaison avec certaines sections syndicales CFDT et à prendre contact avec la paysannerie.

● La spécificité de ce mouvement par rapport aux autres associations et surtout «S.O.S. Environnement» réside dans sa volonté clairement affirmée de constituer un mouvement politique et d'inscrire les luttes qu'il mène dans une vision plus globale de la société sans pour autant réussir à définir clairement en positif son projet ; aussi est-il souvent parlé «d'essai», d'«esquisses», de «directions» que les «Amis de la Terre» affirment n'être pas les seuls à tracer. Les «Amis de la Terre» se sentent proches du mouvement des femmes et des mouvements régionaux qu'ils voudraient voir converger avec le courant écologique :

«Notre objectif n'est, en aucun cas, de nous transformer en parti politique... Pas un parti, mais un mouvement. Dans l'état actuel des choses, notre idée est de créer un mouvement politique autonome... Maintenant, une nouvelle convergence se dessine entre, d'une part les autonomistes, les anti-nucléaires, les associatifs, les consommateurs, les non-violents et beaucoup de femmes et, d'autre part, les classes moyennes constituées par les agriculteurs, les pêcheurs, des gens que la compétition entre la classe ouvrière et la bourgeoisie a prétendu exclure totalement. Ces gens-là rejoignent le courant écologiste...».

Brice LALONDE

«Aujourd'hui, la lutte d'émancipation des femmes, le soulèvement des régions, la volonté des travailleurs de contrôler leur production sont autant de jalons pour notre action. Nous esquissons les directions dans lesquelles nous

voulons nous engager : respect des diversités, décentralisation maximale, autogestion... l'écologie politique est née».

(Dépliant de présentation des «Amis de la Terre»)

● «Le Réseau des Amis de la Terre» se caractérise également par un rejet affirmé de la récupération politique. Un certain courant existe néanmoins pour ne pas mettre sur le même plan les partis de droite et de gauche ; les sympathies vont, quoique avec des réserves, à la gauche et notamment au Parti socialiste qui s'est prononcé pour un référendum sur le nucléaire, à la différence du PCF. C'est surtout la récupération par l'extrême-gauche que la direction parisienne des Amis de la Terre semble le plus craindre. Après Malville, les déclarations n'ont pas manqué pour se démarquer des groupes d'extrême-gauche «organisés militairement» et «entraînant la violence» : «*Il est sûr que le «gauchisme» institutionnel tente de sortir de son ghetto en participant au combat anti-nucléaire, mais si les ex-gauchistes peuvent être les alliés des écologistes, l'écologie n'a rien à voir avec le gauchisme. Désormais, les mouvements écologiques auront à organiser eux-mêmes sous leur propre responsabilité politique les manifestations anti-nucléaires... Depuis quand un préfet fait-il semblant de découvrir que, dans une manifestation pacifique, il y a des infiltrations de bagarreurs ? Or, la tâche d'un service d'ordre, c'est d'aider les manifestants à s'en protéger, c'est d'éviter l'irréparable...*»

Dans le même temps où Brice Lalonde prenait position au nom des écologistes contre les gauchistes, il manifestait moins de craintes pour la récupération de la gauche. Dans ce même article paru dans *Le Matin de Paris*, il écrivait : «*Je ne compte pas sur le PS pour faire de l'écologie mais je n'exclus pas l'idée que les socialistes rejoignent les écologistes et les radicaux de gauche pour déterminer ensemble comment et dans quel délai arrêter le nucléaire. Leur erreur serait de croire que le mouvement écologiste délaisse le combat institutionnel pour se spécialiser dans la mobilisation massive.*»

On ne peut à proprement parler d'un programme précis des Amis de la Terre dans la mesure où, selon ses propres termes, «*le courant écologique est en train de se définir*» ; néanmoins, on trouve un certain nombre de thèmes spécifiques à cette organisation qui la distinguent nettement de «SOS Environnement» :

Tout d'abord, pour les Amis de la Terre, les problèmes de l'environnement sont inséparables des problèmes de la croissance au niveau mondial. Les rapports entre l'homme et la nature sont aujourd'hui arrivés à un point tel que la Terre est menacée. Cette «vision planétaire» des problèmes de l'écologie amène les Amis de la Terre à poser la question de la «*survie*» de l'humanité : «*C'en est fini de faire joujou avec la Terre et avec les océans. Notre planète est devenue une poubelle qui déborde d'objets inutiles, irrécupérables, dangereux... Il y a des limites à ne pas dépasser. Si l'homme veut survivre, il va devoir apprendre à vivre autrement : la réflexion et l'action écologique sont aujourd'hui primordiales.*»

La définition que donne cette organisation de l'écologie peut justifier d'autre part l'emploi du terme de «nébuleuse écologique» : «*L'écologie n'est ni une science, ni une morale, ni une théorie politique, ni un système économique. C'est tout cela à la fois. Et c'est beaucoup plus. C'est la nouvelle compréhension des mécanismes naturels dont l'homme dépend et dont il fait partie. C'est l'annonce de la fin d'un système de domination technologique que l'homme croyait pouvoir imposer à la nature.*»*

Dans ce cadre, les Amis de la Terre condamnent le nucléaire et font de la lutte contre l'installation des centrales un cheval de bataille. «*Le nucléaire est mauvais en soi pour un ensemble de raisons : il est très polluant, il présente des risques considérables, il nécessite des efforts de financement colossaux, il a un rendement limité et il n'est concevable que dans une société très centralisée et hiérarchisée.*»**

Aussi l'écologie ne doit pas simplement être défensive : interdiction des rejets polluants, des matières toxiques, développement des espaces verts... mais proposer une autre alternative de développement : mise au point d'énergies alternatives, techniques légères de production... C'est dans cette «vision globale» que le Réseau des Amis de la Terre entend replacer les problèmes de l'environnement.

Le Mouvement écologiste

Le «Mouvement écologiste» a été créé au départ pour soutenir la candidature de René Dumont aux présidentielles de 1974. Après ces élections la majorité des militants de ce mouvement sur Paris le quitteront pour rejoindre les «Amis de la terre». Aujourd'hui le «Mouvement écologiste» à la différence des organisations précédentes est faiblement implanté à Paris où il garde un secrétariat. C'est surtout en province que le «Mouvement écologiste» est développé, dans l'Est et le Sud-Est : notamment avec le MERA (Mouvement écologique Rhône-Alpes) et «Écologie et Survie» bien implanté en Alsace.

Le «Mouvement écologiste» a participé aux élections municipales et au regroupement d'«Écologie 78» pour les législatives de mars mais les contradictions entre «SOS Environnement» et les «Amis de la Terre» sont nombreuses. Il reproche notamment à ces deux organisations leur tendance électoraliste et leur prétention à représenter l'ensemble du courant écologique : «*Il ne peut exister, au contraire de l'actuel système politique, de leader, de maître à penser écologique, qui parlerait au nom du mouvement entier. L'apparition de tels leaders ne peut engendrer que des manipulations, qu'un retour de l'écologie à un système rigide de hiérarchie, de délégation de pouvoir, à une «élite». Il est grand temps que les écologistes prennent conscience de ce danger, et veillent à ne perdre l'essentiel de ce qui fut leur originalité sous peine dès lors d'être intégrés au jeu politique traditionnel*». (Action écologique (revue du Mouvement) - mars 77).

Le «Mouvement écologique» n'entend pas faire des élections son principal axe de lutte, et entend

---

* Brochure de présentation des Amis de la Terre.

**Alain Hervé, *le Quotidien du Peuple*, mars 1977.

ainsi marquer son originalité par rapport aux deux autres associations qui se sont laissé griser par les résultats des municipales. Ce qui compte ce sont les luttes à la base, les mobilisations concrètes qui peuvent être organisées notamment contre l'implantation des centrales nucléaires.

Par rapport aux «Amis de la Terre», le «Mouvement écologique» entend, tout en maintenant une structure décentralisée, être capable d'avancer de manière rigoureuse sur le plan théorique en fixant des objectifs clairs et sans ambiguïté : *«Notre action tend vers l'élaboration et l'application d'un projet de société écologique qui s'avère au fil du temps, dans la succession de nos travaux et de nos expériences de plus en plus cohérent et de plus en plus crédible».*

Les «premiers développements théoriques» rejoignent un certain nombre de points esquissés par les «Amis de la Terre» mais nettement tranchés.

— lutte systématique à la fois contre le capitalisme et le «productivisme»

— définition de l'écologie comme politique et refus net de l'alternative «droite ou gauche» par la définition d'un projet de «société écologiste».

«Le Mouvement écologiste est politique dans la mesure où il aborde l'ensemble des problèmes de société ; où, par exemple on ne peut refuser les centrales nucléaires sans proposer autre chose et donc sans savoir quel est le type de société auquel est liée cette nouvelle technologie».

Le «Mouvement écologiste» se situe enfin clairement dans le courant du «socialisme autogestionnaire et non violent» : *«Le Mouvement écologique affirme donc une stratégie non-violente basée sur la libre acceptation consciente de cet objectif par la grande majorité de la population. Cette stratégie inclut l'éventualité d'un recul volontaire des conquêtes révolutionnaires dans tous les cas où un tel recul permet d'éviter l'imposition d'un pouvoir révolutionnaire minoritaire, la montée de la violence et en particulier les risques de guerre civile».* (*Action Ecologique* - 1977, N° hors série).

L'ÉLECTORAT ÉCOLOGISTE

A leur manière, les écologistes ont su se servir des élections pour faire connaître leurs idées et développer sensiblement leur audience, ce qui est spécifique à la France hormis deux tentatives : en Belgique et en Grande-Bretagne. Leur participation aux élections a partiellement perturbé le jeu électoral traditionnel ; aussi n'est-il pas inintéressant de regarder de plus près ce phénomène et son évolution.

C'est à partir de la candidature de René Dumont en 74 que les écologistes ont commencé à se faire connaître sur ce terrain.

Auparavant aux législatives de 1973, des candidatures écologistes en nombre réduit avaient fait leur apparition.

A Mulhouse où le candidat du mouvement «Ecologie et Survie» avait obtenu 1 491 voix.

Dans l'Ain où le candidat écologiste recueillait 4 454 voix.

En 74, René Dumont obtiendra 337 000 voix ; ce résultat est inférieur à celui de *Lutte Ouvrière* qui récoltera 2,36 % des suffrages.

C'est d'abord à Paris même que le candidat écologiste fera ses meilleurs scores : 2,32% des voix. Et le record sera obtenu dans le V^e^ arrondissement : 3,49%. La «candidature écologiste» n'aura guère d'écho dans les secteurs populaires de la capitale : 18^e^, 19^e^ et 20^e^ arrondissements. Dans la banlieue parisienne on retrouve le même phénomène : c'est dans les départements de la banlieue sud, dans les communes résidentielles où les comités et les «associations de défense» sont nombreux que les résultats sont les plus appréciables :

Essonne : 2,30%
Yvelines : 2,31%
Val de Marne : 2,07%
Hauts de Seine : 2,31%

En province c'est seulement sur la Côte d'Azur, dans les Alpes Maritimes que René Dumont dépassera sa moyenne nationale. On n'assiste donc pas lors des élections de 74 à une «percée des verts» mais ces premiers résultats ne sont guère ridicules, ils inciteront les écologistes à la modestie, ce qui ne sera pas le cas après les municipales de 77.

Quant au vote pour le second tour à cette époque la question du désistement pour la gauche semble plus tranchée qu'aujourd'hui : *«François Mitterrand n'a pas encore de programme écologique très précis, mais dans ses projets, beaucoup de décisions intéressantes semblent prêtes. Son adversaire, lui, a largement fait ses preuves contre l'environnement... Le 19 mai, il n'y a pas de choix. On ne balance pas entre des preuves et un espoir. J'ai choisi l'espoir et je voterai François Mitterrand»* (déclaration de René Dumont au *Monde* en mai 74)

• Si les élections présidentielles de 74 marquent l'entrée sur la scène politique traditionnelle du courant écologique, les élections municipales de 77 vont constituer une «percée verte» significative. C'est surtout à partir de ces élections municipales que le phénomène écologique va commencer à être pris au sérieux par les partis de droite et de gauche dans la mesure où le report de ces voix paraît être alors déterminant pour les législatives de 78.

Près de 3 300 candidats écologistes (une centaine de circonscriptions réparties dans 35 départements) vont participer aux municipales. Les écologistes recueilleront 270 000 voix dépassant le plus souvent largement l'extrême gauche.

Dans les endroits où ils sont présents, ils vont quasiment partout doubler ou tripler leur audience par rapport aux élections de 74.

C'est dans la région parisienne, dans les banlieues résidentielles que les écologistes réaliseront leur meilleur score. Dans ce secteur aucun candidat ne réalisera moins de 6% des voix avec des percées très nettes à Sceaux (Hauts de Seine) : 27,7% ; à Chesnay : 25,1% ; à la Celle Saint Cloud (Yvelines) : 23,1 % ; à Chesnay : 25,1 % ; à la Celle Saint-Cloud (Yvelines) : 23,1 %. A Paris même, les écologistes viendront en quatrième position après les deux listes de la majorité et la liste de gauche avec 86 000 voix soit 10,13 % des votants. Dans les 5^e^, 6^e^ et 7^e^ secteurs soit des arrondissements généralement considérés comme «bourgeois», ils dépasseront 13 % des voix.

Cette percée ne se limite pas uniquement à Paris et à une partie de sa banlieue, elle a également lieu sur des secteurs précis en province :

En Alsace où des écologistes vont participer pour la première fois à des conseils municipaux : à Buhl et à Largitzen, deux communes rurales du Haut-Rhin où les candidats écologistes sont élus dès le premier tour. A Strasbourg, les listes écologistes obtiendront 10, 3% des voix, à Mulhouse 13%.

Dans d'autres régions, les écologistes feront également une «percée» sur le plan électoral : dans la région Rhône Alpes : à Lyon, ils obtiendront 8,6% en moyenne dans les neuf secteurs ; à Saint Chamond : 9,6 % ; à Chambéry : 19,5 % ; à Grenoble : 9,1 %.

Ces résultats électoraux du premier tour vont mettre les partis de droite et de gauche dans l'embarras et les pressions, les tentatives de débauchage entre les deux tours ne manqueront pas de la part de la droite comme de la gauche. Mis à part quelques candidats verts qui se prononceront «individuellement» pour la gauche, provoquant ainsi des contradictions au sein du courant écologiste, globalement les écologistes ne se prononceront pas pour l'une ou l'autre liste, laissant à leurs électeurs le «libre choix». Pas de position nette mis à part le refus du désistement automatique.

En fait, les pourcentages des écologistes ne peuvent être pris comme un tout et une répartition s'effectuera au second tour à l'intérieur de ce groupe électoral.

— A Paris, l'essentiel des voix écologistes se reportera sur la gauche dans la plupart des secteurs ; il en sera sensiblement de même à Rennes et dans le 8e arrondissement de Lyon.

— Dans la banlieue parisienne, à Rueil Malmaison, Meudon, Issy-les-Moulineaux, toutes les «voix écologistes» ne se reporteront pas sur la gauche, loin s'en faut. La majorité gagne en effet presque autant de voix que l'Union de la gauche au second tour et même plus à Issy-les-Moulineaux.

— En province, le partage des voix a également lieu : à Chambéry et St Chamond, le partage a lieu avec un léger profit pour la gauche, dans le 9e arrondissement de Lyon et à Belfort, on assiste à peu près au même phénomène.

● L'électorat écologiste, s'il penche «plutôt à gauche» n'est cependant pas homogène.

— Au moment des municipales, les partis bourgeois commanderont un certain nombre de sondages pour tenter de saisir de plus près ce courant sur une ville comme Paris.

Sondage Soffres-*Nouvel Observateur* 7 février 1977

Les électeurs écologistes à Paris :

● Age	18 à 24 ans	24 %
	25 à 34 ans	31 %
	35 à 49 ans	19 %
	50 à 64 ans	18 %
	65 ans et plus	8 %

● Catégorie socio-professionnelle du chef de famille :

— Petits commerçants, artisants :	5 %
— Cadres supérieurs, professions libérales, gros commerçants, industriels :	35 %
— Cadres moyens, employés :	34 %
— Ouvriers :	10 %
— Inactifs et retraités :	16 %

● Préférence partisane :

— PCF :	3 %
— PSU et extrême gauche :	16 %
— PS :	29 %
— CDS, Parti Radical, Républicains indépendants :	12 %
— RPR :	4 %
— Aucun parti :	33 %

● Famille politique :

— Extrême gauche :	23 %
— Gauche :	36 %
— Centre :	17 %
— Droite :	7 %
— Extrême droite :	3 %
— Marais :	14 %

Sondage Louis Harris. *Le Matin de Paris*. 3 mars 1977.

— A la question : *«Qui vote écologistes ?»*.

26 % des électeurs ne se rattachant à aucun parti.
24 % des sympathisants PSU-extrême gauche.
15 % des sympathisants socialistes
14 % des sympathisants centristes
+ 6 % des sympathisants RI
3 % des sympathisants RPR
2 % des sympathisants PCF

— A la question : *«Pourquoi ils votent écologistes ?»* à Paris :

51 % pour exprimer leur hostilité envers la politique et les partis.
52 % pour défendre le cadre de vie au conseil municipal avec des élus écologistes.
69 % ne souhaitent pas vraiment la victoire de ces listes mais veulent seulement inciter les partis politiques à ne pas oublier les problèmes du cadre de vie.

Enfin le sondage de Démoscopie paru dans *L'Express* le 14/3/77 indiquait sur les raisons de vote pour les listes écologiques : parce que c'est une liste indépendante des partis politiques : 55 %.

Les limites de tels sondages sont évidentes dans la mesure où il s'agit exclusivement de l'électorat parisien. Les couches sociales sont avant tout la petite et moyenne bourgeoisie, ce qui correspond en

partie à la composition sociale d'une ville comme Paris. Même si l'on retrouve cette partie de l'électorat écologiste en province, on ne saurait le réduire à ces couches. Cela est net lors des municipales pour une région comme l'Alsace ou même Rhône Alpes. En province, une partie des voix écologistes sont des voix qui viennent de milieux populaires.

Plusieurs éléments doivent être pris en compte :

- le rejet des partis politiques traditionnels de droite et de gauche.
- les interrogations existantes sur les dangers d'implantations industrielles sur des régions parisiennes : implantation de centrales nucléaires en Alsace, à Grenoble, dans la région de Cherbourg.

Ces sondages permettent néanmoins de rendre compte plus précisément du courant écologiste qui peut déborder le cadre strictement parisien :

- la majorité du courant écologiste est composée de jeunes dont la majorité (25 à 34 ans : 31 %) a participé ou a été marquée par le mouvement de mai 68.

Ceux-ci viennent en majorité du PSU et de l'extrême-gauche et à un degré moindre du Parti socialiste. C'est dans l'électorat PCF qu'on semble en 1977 le plus fermé aux idées écologistes.

- Les raisons de vote pour les listes écologiques sont à la fois la prise de conscience des problèmes du cadre de vie mais dans le même temps ces votes expriment un rejet des partis de droite et de gauche et de la politique bourgeoise.

Suite à leur succès aux municipales, les écologistes vont se sentir le «vent en poupe» et c'est à partir de ce moment que la presse, la radio, la télévision vont largement contribuer à les faire connaître. L'efficacité de listes communes aux différentes organisations lors de ce scrutin va, malgré toutes les contradictions existantes, pousser les écologistes à présenter une façade unitaire pour les législatives de mars 78. Et au sein de ce courant, les espoirs ou plutôt les illusions, sont présentes. *«Des députés écologistes ?»* écrivait J.-C. Delarue dans *Le Monde* du 24 janvier 1978. *«L'idée faisait sourire il y a peu encore. Or, ce n'est plus une hypothèse absurde. Des sondages tout récents effectués à Paris et en banlieu le montrent bien.*

Nous pouvons maintenant prouver aux électeurs, même à une partie de ceux qui ont des préférences politiques marquées, que dans certaines circonscriptions, il vaut mieux élire un député écologiste que le représentant anonyme d'une discipline de parti. C'est à cette tâche que s'emploiera dans les semaines à venir le mouvement «SOS Environnement».

Les sondages accordaient entre 2 et 4 % des intentions de vote pour les écologistes. Résultat au soir du premier tour : 2,14 %. Entre mars 1977 et mars 1978, contrairement à ce que pensaient leurs «porte-parole», les écologistes ont régressé sur le plan électoral, cela est particulièrement net quand on compare les résultats obtenus en mars 77 et ceux des législatives, sur une quarantaine de circonscriptions où les écologistes étaient présents lors de ces deux scrutins. A Paris, les écologistes obtiennent 52 000 voix au lieu de 86 300 aux municipales ; ils passent de 10,3 % en 1977 à 4,90 % en 1978.

Néanmoins sur les 200 circonscriptions où ils étaient présents, les écologistes réalisent des scores non négligeables et dépassent dans la majorité des cas les listes d'extrême-gauche mais de manière moins significative qu'en 1977. Les écologistes totalisent 612 000 voix, soit plus que les Radicaux de gauche. («L'extrême-gauche» qui présentait un nombre beaucoup plus important de candidats totalise 952 661 voix).

Là où les écologistes se présentaient pour la première fois, ils atteignent 2 à 4 %. Dans les secteurs où ils s'étaient déjà présentés, ils atteignent et dépassent les 5 % : en région parisienne, en Alsace, en Rhône-Alpes.

C'est dans les secteurs où s'implantent les centrales nucléaires qu'ils réalisent une certaine percée.

Aux alentours du Pellerin en Loire Atlantique, de Cruas Meysse, dans la Drôme, de Flamanville dans la Manche, ils atteignent 6 %, 7 %, 8 %, voire même 12 % des voix.

Le tassement des succès électoraux des écologistes s'explique en partie par le fait qu'aux élections municipales, face aux partis de droite et de gauche, ils étaient seuls dans un certain nombre de secteurs; tandis que ce ne fut pas du tout le cas pour les élections législatives où la multiplicité des candidatures n'a pas joué en leur faveur. Mais au delà de cette constatation qui tient du jeu électoral, les écologistes qui affirmaient haut et fort ne pas entrer dans la politique traditionnelle, sont apparus souvent comme les autres partis : les divisions et les magouilles n'ont pas manqué. Malgré tous leurs efforts, les écologistes n'ont pas réussi à maintenir intacte leur image de marque innocente qu'ils pouvaient présenter lors des municipales. La «nébuleuse écologique» n'a pas véritablement réussi sa percée. La griserie électorale étant passée, c'est sur le terrain, dans les luttes que les écologistes vont maintenant devoir faire leurs preuves et, sur ce terrain-là, les «chefs de file», les «porte-parole» ne sont pas forcément les plus à l'aise ; quant aux militants des comités, c'est un terrain que souvent ils n'ont jamais quitté.

QUELQUES THEMES ECOLOGISTES

Il n'existe pas à proprement parler de programme écologique. Si un groupe comme le «Mouvement écologique» affirme la nécessité de perspectives claires et d'un projet de société cohérent, encore prend-t-il le soin de préciser qu'il ne peut s'agir que «d'esquisse». Quant aux «Amis de la Terre», ils affirment avoir conscience de ces lacunes et disent volontiers que le courant écologique est en train de se définir, qu'il *«se cherche»*... d'où la crainte dans la période de la récupération par l'extrême-gauche.

Cette recherche permanente de sa propre définition et la confusion qui va souvent de pair forment une des caractéristiques du courant écologiste. Cela lui permet du reste de s'affirmer volontiers comme un courant radicalement nouveau qui ne saurait être appréhendé par une analyse marxiste dont les concepts datant du début de «l'ère industrielle» seraient devenus aujourd'hui en grande partie inadéquats. Mais malgré le brouillard théorique dont certains écologistes aiment à s'entourer, un certain nombre de thèmes communs sont mis en avant

par les différentes associations. Ce sont ces thèmes dont la «modernité» ne doit pas faire illusion, qu'il s'agit de cerner de plus près afin de mieux saisir à quel courant se rattachent les écologistes.

«Changer la politique» ?

C'est là un des thèmes centraux qui fait la spécificité du courant écologiste par rapport aux autres associations sur l'environnement et qui peuvent dépendre, à des degrés divers, des partis de droite ou de gauche. Dans la défense du cadre de vie, la lutte contre la pollution et même la question du nucléaire, il s'agit en effet pour les écologistes de se démarquer des partis existants en faisant en sorte que ces questions et ces luttes soient l'affaire des *«gens eux-mêmes»*.

A leur manière, les écologistes constatent la séparation existante entre un certain nombre d'aspirations et le reflet déformé qui en est donné à travers les institutions et les partis bourgeois. En positif, ils affirment vouloir rompre avec la «politique politicienne» en offrant comme perspective, non pas seulement un programme ou un projet qu'il s'agit sans cesse de définir, mais la prise en mains par les gens eux-mêmes de leurs propres affaires à partir des multiples problèmes qui se posent à eux dans la vie quotidienne. Une des critiques que les écologistes portent aux partis de droite et de gauche, c'est non seulement les fausses solutions qu'ils proposent face aux questions qu'ils soulèvent, mais aussi le fait que ces solutions sont élaborées en dehors de la «population». Dans ce cadre, il ne peut s'agir pour les écologistes que de recettes parachutées et mensongères :*«Une bonne dizaine de candidats politiques dans le Ve : ils sont prêts à vous promettre la lune. Ils vont vous expliquer en long et en large les recettes-miracle* «pour changer la vie»*, pour* «faire la révolution» *ou pour le* «changement dans la continuité». *Quand vous aurez voté, ils vous oublieront jusqu'à la prochaine élection. Nous vous proposons de voter pour vous-mêmes. Nous vous proposons de vivre sur Terre, c'est-à-dire dans le Ve arrondissement de Paris.»*

(Tract de «Paris Ecologie» aux municipales de 77)

Aussi les écologistes tiennent-ils à se présenter avant tout comme des «citoyens» comme tout le monde qui n'auraient de leçons à donner à personne : *«Nous ne prétendons pas donner des recettes de bonheur et de prospérité. Nous ne sommes pas non plus des spécialistes de la politique. Les écologistes sont simplement des citoyens qui estiment que leur vie et leur avenir leur appartient. La politique est d'abord l'affaire des citoyens»* (Déclaration de foi - «Ecologie 78).

Cette exigence affirmée d'une démocratie réelle se retrouve dans le type de société que les écologistes entrevoient. Celle-ci devrait avoir pour base la «démocratie locale» et doit s'accompagner d'une série de mesures et de moyens concrets pour qu'elle ne reste pas formelle. Dans le chapitre *«Libérer la commune»* de la «Charte de Saint-Omer» (document d'orientation générale mis au point lors des municipales de 77) on peut lire :

«Mettre en place des moyens pour permettre aux habitants de participer à l'information, à l'administration et aux décisions qui les concernent : panneaux, journaux locaux, télévision par câble, central téléphonique, commissions réunissant habitants et élus autour des problèmes spécifiques. L'organisation des procédures de décision et de gestion est discutée et mise en forme par les habitants intéressés au cours de débats ouverts... Organiser des référendums à la demande de 10 % des habitants de la commune ou lorsqu'il y a désaccord entre les élus et les commissions...»

Ainsi les écologistes révèlent la crise des partis et des institutions bourgeoises et mettent en avant des exigences et des aspirations réelles existant dans les masses, mais toute la question est de savoir comment ils entendent répondre à ces aspirations. Quel contenu donnent-ils à l'exigence d'une réelle démocratie ? Quelles sont ces«affaires» que les «gens» doivent prendre eux-mêmes en mains ? Quelle est cette nouvelle politique qu'ils veulent esayer de mettre en place ?

La problématique d'un certain nombre d'écologistes aujourd'hui à tendance à se situer d'emblée au-dessus des classes. Les termes «consommateurs», «usagers», voire même «les citoyens» ou tout simplement «les Français» sont d'usage courant dans les milieux écologistes. On ne saurait en déduire de manière un peu rapide que les écologistes nient l'existence de la lutte des classes. Mais pour le moins, ce dont ils doutent, c'est que cette lutte des classes soit encore le moteur de l'histoire aujourd'hui, que la classe ouvrière ait un rôle d'avant-garde à jouer dans la transformation révolutionnaire de la société arrivée à son stade actuel de crise :

«La crise actuelle présente aussi des dimensions nouvelles que, à de rares exceptions près, les marxistes n'avaient pas prévues, et auxquelles ce qu'on entendait jusqu'ici par «socialisme» *ne contient pas la réponse : crise du rapport des individus à l'économique lui-même, crise du travail, crise de notre rapport avec la nature, avec nos corps, avec l'autre sexe, avec la société, avec l'histoire, crise de la vie urbaine, de l'habitat, de la médecine, de l'école, de la science.»*

(«Ecologie et liberté» Michel Bosquet)

Les écologistes s'intéressent d'abord aux phénomènes d'oppression que cette société fait subir, et cette oppression n'est pas le lot unique de la classe ouvrière, même si celle-ci est la première touchée. Ce qu'ils mettent en avant, ce sont les «maux communs» que subissent la classe ouvrière et la petite bourgeoisie dans la «vie quotidienne». Cette préoccupation constante pour le «vécu quotidien» est un des axes par lequel les écologistes entendent se démarquer des partis de gauche et de «l'extrême gauche». En ce sens, Brice Lalonde n'a pas tort d'y voir une «sensibilité» commune avec celle du mouvement des femmes.

Cette absence de position de classe dans la manière dont les écologistes dénoncent certains méfaits du capitalisme amène un certain nombre de ceux-ci à envisager les problèmes de la pollution, de l'habitat, des transports, des loisirs... comme autant de secteurs de lutte nouveaux que la classe ouvrière n'aurait pas à diriger, et la représentation déformée des aspirations des travailleurs donnée par les partis de gauche vient leur servir de preuve.

Ce même Brice Lalonde et quelques autres disent explicitement que la classe ouvrière en tant que telle n'a pas à diriger, que son rôle d'avant-garde n'a pas

été prouvé. A la direction parisienne des «Amis de la Terre», Marcuse est souvent cité et l'on cherche des «théoriciens» capables de rendre compte de l'ère nouvelle dans laquelle la société serait entrée et à laquelle répondraient les écologistes. *«Toute la politique ne se résume pas à la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme. Au contraire, les représentants de la classe ouvrière comme ceux de la bourgeoisie restaient silencieux sur les questions que nous nous posions : les femmes, l'écologie, le corps, la santé... Nous ne prétendons d'ailleurs pas que les forces politiques, droite et gauche, ne représentent rien : elles sont l'expression d'un énorme conflit dans le domaine du travail... Si l'on veut, la droite représente plus les possédants et la gauche plus les travailleurs...* (Il y a) *un contenu spécifiquement ouvrier de la gauche, où une certaine adéquation demeure : être de gauche peut encore signifier être du côté des ouvriers. Mais on ne peut être socialement du côté des ouvriers et vouloir poser des problèmes qu'ils négligent de poser. Sur les problèmes écologiques, il se fait une autre démarcation.»*
(Brice Lalonde - *«Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?»*)

Ainsi, dans la problèmatique écologique, la classe ouvrière se trouve mise sur le même plan que les autres couches sociales et «noyée» dans la catégorie confuse des «consommateurs» ou des «usagers». C'est d'ailleurs essentiellement à partir des quartiers ou des communes que les écologistes envisagent l'organisation des «habitants». La question : *«Qui dirige ces assemblées d'habitants ?»* n'est pas posée explicitement par les écologistes, ce qui aboutit dans les faits à la direction des couches petites et moyennes bourgeoises qui, par leur appropriation d'un certain savoir, leur «facilité d'expression», peuvent imposer leurs conceptions.

Pour une frange du courant écologiste, la classe ouvrière, de laquelle ils sont coupés, se confond généralement avec l'image qu'en donnent les partis de gauche et les directions syndicales, et la théorie marxiste avec la caricature révisionniste qu'en donne le PCF. On comprend alors comment une frange de la gauche peut tenter d'en tirer parti et un certain nombre de «sociologues» dans le giron du PS essaient d'entraîner le courant écologiste dans ce sens :

«Les mouvements écologistes ne peuvent être qu'une force de pression et de fécondation pour faire évoluer la gauche politique, y compris en présentant des candidats aux élections afin de forcer au débat. Mais ils ne peuvent se substituer à elle.» (Michel Bosquet)

«Aujourd'hui, le mouvement ouvrier ne joue plus de rôle central, il demeure une force politique au sens institutionnel du terme. Notre scène politique est donc occupée par les deux morceaux séparés de ce que pourrait être un mouvement social. D'une part la gauche, qui a gardé le sens du conflit, mais c'est un conflit qui n'est plus venu par des pratiques de base et qui est surtout devenu l'idéologie des appareils. D'autre part, le mouvement écologique, qui apporte des enjeux... Je me définirais comme entremetteur... Si vous écologistes, vous voulez jouer en dehors de l'espace politique que vous offre le mouvement des socialistes, vous prenez des responsabilités énormes et vous en serez les premières victimes... En revanche, si vous vous donnez comme objectif de faire votre propre transformation en mouvement social, vous pouvez exercer une pression sur la gauche politique socialiste et, en même temps, vous la sauvez. C'est important, car la gauche est mal partie.»
(Alain Touraine - juillet 1977)

Ces «entremetteurs» jusqu'à présent n'ont pas été entendus par le courant écologiste, qui tient à faire prévaloir sa spécificité, mais ces appels peuvent toujours trouver une base chez les écologistes à partir du moment où ceux-ci confondent mouvement ouvrier et le reflet déformé qu'en donnent les partis de gauche.

Quand on examine le contenu concret des «affaires» sur lesquelles les «citoyens» doivent se mobiliser, celui-ci se limite à s'occuper de ce qui les touche directement là où ils vivent : habitation, pollution, implantation industrielle, transports, loisirs... Face à la «politique politicienne», les écologistes entendent mettre en place une sorte de nouvelle «politique concrète» s'occupant avant tout des multiples problèmes locaux sur lesquels les «gens» peuvent se mobiliser. Se référant aux expériences américaines d'organisations de quartiers, Michel Bosquet, dans son livre «Ecologie et Politique», cite un animateur de ce mouvement ; ces réflexions se retrouvent chez beaucoup d'écologistes :

«Ils disent qu'il faut former un parti qui coordonne et unifie ces milliers de mouvements locaux. Mais depuis cinq ans que des gens s'y essaient (ceux du New America Movement), ça n'avance guère : un parti s'adresse aux opinions et aux traditions des gens, un mouvement local à leur expérience sensible... Dès que tu donnes aux gens l'impression que tu veux diriger, c'est cuit, ils rentrent chez eux. La seule chose qui les intéresse, c'est de se gouverner eux-mêmes, là où ils sont, et non d'avoir un meilleur gouvernement à Washington.»

Les écologistes soulignent le rejet de plus en plus affirmé dans les masses de la politique bourgeoise ; la plupart de leurs «porte-parole» et un grand nombre d'entre eux, qui sont passés par les partis de gauche, ont pu d'ailleurs en faire l'expérience, mais les leçons qu'ils en tirent les amènent au rejet de toute politique débordant le cadre des préoccupations immédiates du «vécu quotidien». Dans le projet de société que les écologistes tentent malgré tout de définir, chaque commune ou chaque quartier devra avant tout gérer ses propres affaires, mais à aucun moment n'est posée l'articulation entre la gestion de ces intérêts particuliers et des intérêts d'ensemble de la société. Parlant de la *«concentration et de la spécialisation géographique»* de la production dans la société d'aujourd'hui, Michel Bosquet note : *«Celles-ci ont pour conséquence que chaque collectivité territoriale : quartier, bourg, ville, région, produit* ***non plus en fonction de ses besoins propres, mais pour les besoins complètement abstraits d'usagers lointains et anonymes»*** (Ecologie et Politique).

L'activité des masses est ainsi conçue comme avant tout centrée sur la défense ou la gestion de leurs intérêts particuliers. L'image du «citoyen», c'est celle du petit-bourgeois «indépendant», propriétaire

enfermé dans son monde égoïste, s'occupant de ses «propres affaires» et érigé en modèle universel*. Malgré leur volonté affirmée de rompre avec les «partis traditionnels», les écologistes gardent une représentation des masses propre à ces partis. Ce faisant, ils n'échappent pas à leur propre contradiction : tandis qu'ils affirment ne vouloir en aucun cas se substituer «aux gens» et parler à leur place, ils sont amenés, bon gré mal gré, à une certaine interprétation de la crise de la société et des actions à mener, même s'ils ne donnent pas *«l'impression de diriger»*.

Tandis que les citoyens s'occupent de leurs propres affaires, un certain nombre de «théoriciens» ou de «sociologues écologistes» sont amenés à déborder le cadre du «vécu quotidien» pour penser à leur place les problèmes d'ensemble de la société en termes de lutte contre le productivisme, remise en cause de la croissance... et à avancer des solutions élaborées souvent en dehors des «citoyens eux-mêmes» ou plus exactement en dehors d'une partie décisive de ceux-ci : la classe ouvrière.

La critique des écologistes envers les «partis» ne se limite pas au constat que la politique est plus ou moins rejetée par les masses ; cette constatation est pour eux significative du fonctionnement même de ces partis, qu'ils soient de droite ou de gauche, voire même d'«extrême-gauche». Leur programme, leurs orientations politiques sont élaborés en dehors des «gens» et à l'intérieur même de ces partis , les décisions sont toujours prises par «en haut». Sur ce point également, beaucoup en ont fait l'expérience et gardent un certain ressentiment envers leur ancienne organisation qui *«ne savait pas les écouter»*.

J.C. Delarue a été membre de la SFIO en 1958, puis membre du PSU, puis de nouveau membre du PS il y a encore deux ans. Daniel Mothé, militant CFDT qui avait adhéré au PS après les «Assises pour le socialisme» a quitté ce parti et rejoint «Paris-Ecologie» lors des municipales. Il s'en explique dans un numéro du *Sauvage* : *«Depuis deux ans, nous étions ici une association de quartier constituée en majorité de gens appartenant au PS. Jamais cependant, nous n'avions réussi à convaincre notre parti de l'importance de notre action. Nous disions : puisque vous êtes pour l'autogestion et que vous voulez donner le pouvoir aux gens dans la rue, il serait normal que vous portiez une certaine attention à des associations comme la nôtre, qui représentent ces gens et constitueraient de ce fait un certain palier. J'avais même propose que le PS invite à ses réunions les associations de quartier et leur donne la parole. Mais cette démarche n'est pas pensable dans un parti centralisé. Du moment que l'initiative ne vient pas* «d'en haut», *elle est condamnable et constitue une* «manœuvre» *a priori suspecte...»*

C'est pourquoi les écologistes entendent bien aussi dans ce domaine se démarquer nettement des partis. Mais cela aboutit souvent à un fonctionnement informel de type «assemblée générale» où les «fortes personnalités» dirigent dans les faits et prennent des initiatives sans même que les militants des comités soient au courant, cela est particulièrement net dans le fonctionnement des «Amis de la Terre» sur Paris.

Constatant le fonctionnement centraliste bureaucratique de ceux-ci, les écologistes en viennent à remettre mécaniquement en cause la nécessité d'un cadre formellement organisé. Refusant souvent le principe même d'une direction, celle-ci finit toujours par s'imposer dans les faits sur des critères qui ne sont jamais explicites ; et ce n'est pas en appelant ceux-ci des «porte-parole» que les écologistes résolvent pour autant cette contradition. Réfutant les anarchistes en leur montrant que dans la société, toute entreprise ne peut fonctionner sans une direction, Engels notait déjà : *«Lorsque j'avance de semblables arguments contre les plus furieux anti-autoritaires, ceux-ci ne savent que me répondre :* «Ah ! cela est vrai, mais il ne s'agit pas ici d'une autorité que nous donnons à des délégués, mais d'une mission !» *Ces messieurs croient avoir changé les choses quand ils en ont changé les noms.»*

Malgré leur volonté proclamée, les écologistes n'arrivent pas dans leur fonctionnement à se démarquer réellement des partis bourgeois. Quand J.C. Delarue écrit dans *Le Monde* du 24 janvier 1978 : *«Il est clair pour nous en effet — comme pour une fraction grandissante des Français — que les partis traditionnels sont déchirés par des querelles idéologiques ou des rivalités personnelles qui n'ont rien à voir avec ce que nous considérons comme la vraie raison d'être du débat politique : l'organisation collective de la vie quotidienne.»*, il est bien placé pour savoir que les différents regroupements écologistes n'ont pas échappé aux caractéristiques qu'il donne des partis traditionnels.

«Restreindre l'Etat» ou le détruire ?

En resituant leur lutte contre la dégradation du cadre de vie dans une lutte plus globale pour une «démocratie réelle», les écologistes sont amenés à dénoncer l'intervention de l'Etat qui «étouffe» cette démocratie. A partir de la lutte contre la rénovation dans les quartiers, contre la construction d'autoroutes près des habitations, contre l'implantation des centrales nucléaires... les écologistes posent la question : *«Qui décide ? Comment sont élaborés ces choix en matière d'ur-*

---

* *On comprend qu'un certain nombre d'entre eux éprouvent une certaine sympathie pour les radicaux, qu'ils soient ou non de gauche. A la question :* «Les écologistes ne se sentent-ils pas plus proches de certains discours politiques que de certains autres ?», *Brice Lalonde répond :* «Les autogestionnaires et les libéraux... Pas ceux qui proclament leur libéralisme en renforçant l'Etat, mais peut-être certains éléments qui se situent politiquement au centre. Personnellement, la constance de Jean-Jacques Servan-Schreiber à jeter des pavés dans la mare me plaît assez. Il est en quelque sorte un marginal politique total. Mais sa marge est tout près du pouvoir, et il est très riche et dispose d'importants moyens d'intervention ; cela compte beaucoup. Il peut ainsi continuer à défendre la réalité qu'il représente tout en étant assez unanimement détesté. Moi je ne le déteste pas !. (*«Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*)

banisme, de transport, d'énergie ?». Ce qu'ils dénoncent avec une certaine vigueur, c'est le développement de cette machine bureaucratique qui étend sa domination dans tous les aspects de la vie :

«L'Etat décide de tous, s'élargit sans cesse, aspire toute la réalité sociale... L'Etat aspire à tout gérer : la nature, l'économie, le travail. Le sens de l'EEtat, le service de l'Etat deviennent des valeurs suprêmes.» (Brice Lalonde)

«Aucune action d'intérêt local ou professionnel, social ou culture, ne peut être entreprise par les intéressés eux-mêmes en dehors d'interventions, d'autorisations, de règlementations ou de dérogations d'une «autorité compétente». *Aucune initiative ne peut s'exercer d'en bas sans la désignation d'un responsable, responsable non envers ses prochains, mais devant la loi.»* (Michel Bosquet)

Mais au-delà même de cette dénonciation de l'extension de l'oppression de l'Etat, les questions :

«*Pourquoi cette machine bureaucratique ? A quoi sert-elle ?*» restent sans réponse, ou plus exactement, c'est à une conception idéaliste de l'Etat qu'aboutissent certains écologistes : cette machine gigantesque, cet «outil» monstrueux aurait sa propre logique interne : *«Je ne sais pas où est le pouvoir. Un gouvernement, des partis, est-ce le pouvoir ? J'ai l'impression qu'un énorme organisme a vu le jour, qui concentre l'essentiel du pouvoir avec plus ou moins de complaisance pour la majorité en place, mais en fait mené par sa propre logique, mal définie parce que peu étudiée...»* (Brice Lalonde).

Ainsi, les écologistes ne resituent pas l'Etat sur le terrain de classe à partir duquel il s'est constitué. S'ils dénoncent à leur manière le caractère «étranger» de l'Etat, le fait que celui-ci tend à se placer de plus en plus au-dessus de la société, ils ne relient nullement cette caractéristique à la division de la société en classes antagonistes, au fait que la bourgeoisie ne peut se passer de cet appareil spécial pour maintenir sa domination sur la majorité : *«On ne saurait obliger la majeure partie de la société à travailler régulièrement pour l'autre sans un appareil coercitif permanent»* (Lénine). Ils en arrivent ainsi à cette conception de la «machine broyeuse» écrasant l'individu et qui aurait en elle-même sa propre finalité. Beaucoup de textes écologistes rappellent du reste une littérature romanesque où la société robotisée est dominée par des ordinateurs ou des savants démoniaques.

Cette révolte écologiste contre l'Etat, pour virulente qu'elle soit, porte la marque de cette vieille conception religieuse qui tend à faire de l'Etat *«quelque chose de divin, de surnaturel, quelque chose qui n'a rien d'humain».* Ce n'est pas en effet en remplaçant Dieu par la Science ou la Technique que les écologistes se démarquent fondamentalement de cette conception, dans les deux cas en effet, l'Etat *«n'a pas les pieds sur terre»,* il est au-dessus des classes : *«Qui ne voit... devant l'emprise désormais fantastique de la Science ou de la Technique sur notre vie quotidienne... que le véritable lieu du pouvoir devient d'ordre fondamentalement technologique».* (Auguste Lebreton, animateur de MERA, porte-parole d'Ecologie 78)

Une telle représentation erronée de l'Etat aboutit logiquement à concevoir une évolution pacifique et graduelle vers un autre type de société. Ainsi, pour une partie du courant écologiste, n'est-il pas question de révolution de suppression de l'Etat bourgeois (dont le caractère de classe n'est pas saisi). Mais, face à l'Etat qui confisque le pouvoir du «citoyen», qui envahit tout, il s'agit pour les écologistes de faire en sorte que les gens s'approprient le pouvoir à la base, d'opposer à la mainmise de l'Etat des «contre-pouvoirs». des noyaux de résistance qui, gagnant progressivement l'ensemble de la société, pourront restreindre petit à petit l'Etat, ou même le faire disparaître :

«Dans la stratégie politique traditionnelle, on privilégie en premier lieu la lutte au niveau du pouvoir central... Il n'est pas dans la vocation du Mouvement écologique d'accepter comme objectif de participer activement à la prise du pouvoir central, même par des forces favorables à nos objectifs. L'objectif du Mouvement écologique est avant tout la réduction ou la dissolution des pouvoirs.» («Action Ecologique», revue du Mouvement écologique)

«Pour retrouver les communautés chaleureuses, il faut borner l'Etat, favoriser la solidarité, inventer la démocratie locale.» (Brice Lalonde)

Une partie importante du courant écologiste se situe clairement dans le cadre de l'autogestion communale. Il serait aussi possible de créer dès maintenant des «îlots d'autogestion», sorte de zones libérées fonctionnant en vase clos à l'intérieur même de la société capitaliste et qui, par la seule force de l'exemple, pourraient arriver à «convertir» tous ceux qui en doutent encore.

Il s'agit avant tout de *«changer les mentalités», «d'entamer des expériences nouvelles qui tendent à prouver que d'autres manières de vivre, plus conformes à notre condition humaine, sont dès aujourd'hui possibles»* (Les Amis de la Terre). Aussi la pratique des écologistes comporte-t-elle une certaine dimension «apostolique» dans la propagation de ses thèmes :

«L'écologie, c'est l'annonce de la fin d'un système de domination technologique... Elle invente de nouveaux comportements personnels et collectifs, adaptés à notre condition humaine. Voyez la réalité autour de vous. Agissez... en Amis de la Terre... La Terre a besoin de ses amis. Les Amis de la Terre ont besoin de vous.»

La sensibilité anti-étatique des écologistes comporte du reste un certain nombre de limites. N'arrivant pas à imaginer une autre forme d'Etat que celle qui existe dans la société capitaliste, ces écologistes ne peuvent en fait qu'en arriver à composer avec lui. C'est ce qu'explique assez clairement Brice Lalonde quand il se lance dans une comparaison hasardeuse entre l'Etat et le soleil : *«Un certain besoin de centralité existe, certes. Bon, le soleil est une centralité très contraignante mais enfin, nous sommes habitués au soleil, et il ne devient ni plus fort, ni plus faible d'année en année !... L'Etat-vigie, oui... Pourquoi pas ? Il peut y avoir une fantastique capacité de contestation de la technocratie chez certains technocrates, et on peut imaginer un Etat qui observerait, mettrait en garde, jouerait un autre rôle... Nous souhaitons que le central, l'étatique devienne l'exception... Nous voulons nous préserver un espace de liberté entre l'Etat et notre vie quotidienne... Nous cherchons à*

planter des garde-fous autour du pouvoir lui-même.» («Pourquoi les écologistes font-ils de la politique»)

Si ces écologistes dénoncent la centralisation bureaucratique de l'Etat bourgeois, ils sont incapables d'envisager toute autre forme de centralisation. Les solutions qu'ils envisagent aboutissent à une société composée de multiples communautés repliées sur elles-mêmes et, comme *«le besoin de centralité»* existe, comme il faut bien tenter d'harmoniser tant bien que mal la somme contradictoire de ses intérêts particuliers, eh bien, pour certains écologistes, il faudra encore un Etat qui s'en charge.

En fait, les écologistes ne rompent nullement avec la représentation bourgeoise de l'Etat, même si en face il y opposent des *«communautés autogérées»*. Et quand Brice Lalonde déclare que *«Quantité de problèmes ne trouveront leur solution au niveau régional ou local, dans des instances de base limitées et directement concernées... Et ce qui reste, ce qui ne peut être pris en mains par le local ou le régional, là oui, le centre, le national s'en chargera»*. Il faudrait encore préciser quel sera le contenu de ce «reste» dont se chargera l'Etat, car la bourgeoisie a toujours intérêt à tenter de maintenir les masses dans l'horizon borné du particularisme, pour mieux gérer l'ensemble du pays selon ses intérêts de classe.

Les critiques que portait Lénine à Bernstein à propos de sa théorie de l'Etat pourraient s'appliquer aujourd'hui aux écologistes : *«Bernstein est tout simplement incapable de concevoir la possibilité d'un centralisme librement consenti, d'une libre union des communes en nation, d'une fusion volontaire des communes prolétariennes en vue de détruire la domination bourgeoise et la machine d'Etat bourgeoise. Comme tout philistin, Bernstein se représente le centralisme comme une chose qui ne peut être imposée et maintenue que d'en haut, par la bureaucratie et le militarisme.»* (l'Etat et la Révolution)

Ces écologistes déclarent ne vouloir bâtir aucun système, ni attendre des *«lendemains qui chantent»*, mais simplement montrer qu'il est possible dès maintenant de construire «autre chose». Ils déclarent n'avoir pas encore de projet bien cohérent et reconnaissent avoir de «grosses lacunes» dans leur réflexion. Mais à travers leur confusion même apparaît la réalité de cette «autre chose» : une conception petite-bourgeoise de la démocratie et de la société qui peut déboucher sur le réformisme ou lui servir d'appoint.

Logique de croissance ou logique du profit ?

Ce thème de «la croissance» ou du «productivisme» est surtout développé par les «Amis de la Terre» et le «Mouvement écologique». Pour ces écologistes, le développement industriel a atteint un seuil tel que la question de la survie de l'humanité est aujourd'hui posée. Les rapports de l'homme et de la nature seraient à ce point perturbés que la destruction l'emporterait sur la construction : d'une part, l'activité économique s'est développée sur la base du gaspillage des richesses naturelles dont le caractère limité apparaît nettement aujourd'hui ; d'autre part, elle a dans le même temps rejeté des quantités de déchets de plus en plus considérables et développé les pollutions de toutes sortes, menaçant ainsi l'existence même de la planète.

«L'activité de l'homme, jusqu'au début de l'ère industrielle, restait compatible avec le fonctionnement des cycles naturels. Mais depuis un siècle, nous nous comportons comme des éléphants dans un magasin de porcelaine... Nous cassons tout... Si l'on perturbe simultanément un trop grand nombre de mécanismes naturels, la nature ne fonctionne pas. Les hommes et les animaux souffrent. Tous les mécanismes se dérèglent... La nature commence à fonctionner de travers, nous avons mis trop de sable dans les engrenages.»

Alain Hervé («La Baleine» Février-Mars 77)

«Notre civilisation est hantée par l'obsolescence : tout vieillit de plus en plus vite, et nous consacrons une énergie considérable à la destruction. A un certain moment, la destruction l'emporte sur la création : nous consommons de plus en plus de ressources non régénérables... Il s'agit d'une crise de croissance. Les sociétés ne peuvent plus poursuivre le gaspillage que nous connaissons, dégrader systématiquement la biosphère, multiplier les pollutions, épuiser les ressources qui sont en quantité limitée...»

Serge Moscovici (*«Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?»*)

Un tel phénomène trouve sa source, d'après les écologistes, dans l'idéologie du productivisme, dans la croyance erronée depuis «l'ère industrielle», au caractère inépuisable des ressources naturelles et au développement infini de la production. Une des critiques que portent les écologistes aux partis de gauche, c'est que ceux-ci se situent dans la même logique «productiviste» que la droite, leur programme et leurs propositions ont pour base la croyance au caractère infini de la croissance : *«Pour les écologistes, les mêmes erreurs fondamentales caractérisent la majorité et l'opposition, la droite et la gauche... Objectivement d'ailleurs, Georges Chirac et Jacques Marchais sont de tempérament étonnament proche : «Concorde», «Superphénix», train à grande vitesse, taux de croissance ou de natalité, nationalisme et chauvinisme, la même attitude littéralement réactionnaire prévaut, incapable de prendre le recul nécessaire pour juger et condamner, notre orgueil d'espèce dominatrice.»*

Philippe Lebreton
Porte-parole d'Ecologie 78

La critique, pour le moins rapide, que les écologistes portent au marxisme consiste à dire que lui aussi s'est fondé sur la croyance que le développement des forces productives pouvait à lui seul assurer le bonheur des hommes. Ainsi Michel Bosquet écrit : *«Le développement des forces productives, grâce auquel la classe ouvrière devait pouvoir briser ses chaînes et instaurer la liberté universelle, a dépossédé les travailleurs de leurs dernières parcelles de souveraineté... La croissance économique, qui devait assurer l'abondance et le bien-être à tous, a fait croître des besoins plus vite qu'elle ne parvenait à les satisfaire, et abouti à un ensemble d'impasses qui ne sont pas économiques seulement : le capitalisme de croissance est en crise, non seulement parce qu'il est capitaliste, mais parce qu'il est de croissance.»*

En fait, les écologistes réduisent le marxisme à une théorie mécaniste faisant du développement des

forces productives la cause automatique de la libération de la classe ouvrière, et ils s'appuient sur les discours des révisionnistes et l'exemple de l'URSS pour justifier leur interprétation. Cette réduction du marxisme, Engels l'avait déjà stigmatisée en son temps : *«D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est* ***en dernière instance,*** *la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est* ***le seul*** *déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde.»*

Engels - Lettre à Joseph Bloch - 1890

En fait, les écologistes soulignent à leur manière les conséquences du développement anarchique de la production dans cette société, mais ne les relient pas fondamentalement à un mode de production bien déterminé : le capitalisme.

Ils révèlent la faillite du «modèle de consommation» mis en place par la bourgeoisie depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. La bourgeoisie voulait faire croire que l'expansion économique améliorerait le sort des masses, pour tenter d'imposer la paix sociale. Ce modèle de collaboration de classe va se heurter à l'expérience des masses et n'arrivera pas à cacher la réalité de l'exploitation et de l'oppression capitaliste : cadences infernales, allongement de la journée de travail par le temps de transport... La crise économique va contribuer à accélérer cette faillite du modèle de consommation. C'est ce modèle que les écologistes remettent en cause en dévoilant la «misère moderne» qui se cache derrière les bienfaits de la «société de consommation».

Mais les causes mêmes de cette crise, les écologistes les voient avant tout dans *«notre orgueil d'espèce dominatrice»*, dans le fait que l'homme a raisonné jusqu'à maintenant comme s'il pouvait puiser indéfiniment dans les ressources naturelles.

Une telle problématique idéaliste aboutit à chercher *«une autre manière de produire, de consommer, de vivre»* qu'il serait possible dès maintenant de réaliser, quoiqu'avec des limites, sans que la condition indispensable en soit le renversement du capitalisme. Là aussi, il s'agit avant tout de *«changer les mentalités»*, le type de société qu'ils envisagent devra avoir pour but une limitation de la croissance. Pour les écologistes, tout projet, s'il veut être réaliste, ne peut se faire que sur cette base : *«La consommation de ressources limitées finira inévitablement par les épuiser complètement, et la question n'est donc point de ne pas consommer de plus en plus, mais de consommer de moins en moins : il n'y a pas d'autre moyen de ménager les stocks naturels pour les générations futures. C'est cela le réalisme écologique.»*

Michel Bosquet

«Nous correspondons... à une nécessité interne qu'ont les sociétés de limiter leur propre croissance avant que la croissance ne les disloque... Voilà l'austérité que nous proposons : non pas une austérité de privation, de rareté, d'angoisse, de menace, celle que nous allons vraiment finir par connaître si nous continuons dans la même direction ; mais la privation qui consiste à ne pas utiliser ce dont on peut se passer.»

Serge Moscovici

Au moment où la bourgeoisie parle, elle aussi à sa manière, de lutte contre le gaspillage, justifie ses mesures d'austérité par les limites de la France concernant ses ressources énergétiques, ce discours des écologistes est pour le moins ambigu.

QUEL AVENIR POUR LE COURANT ECOLOGISTE ?

La dégradation du cadre de vie dénoncée par les écologistes ne date pas d'aujourd'hui. Le développement du capitalisme a entraîné dès le 19e siècle une séparation de la ville et de la campagne, une réorganisation des villes :

«D'une part, des masses de travailleurs ruraux sont brusquement attirés dans les grandes villes qui se transforment en centres industriels ; d'autre part, la construction de ces vieilles cités ne correspond plus aux conditions de la grande industrie nouvelle et du trafic qu'elle détermine ; des rues sont élargies, on en perce de nouvelles, et des voies ferrées traversent les cités. Dans le même moment où les travailleurs y affluent en foule, on démolit en masse les habitations ouvrières... On les démolit et à leur place on construit des boutiques, des grands magasins, des bâtiments publics... Il en résulte que les travailleurs sont refoulés du centre des villes vers la périphérie...»

Engels
«La question du logement»

Dans les cités industrielles insalubres s'entassaient les ouvriers qui recevaient les fumées et les vapeurs toxiques émanant des usines toutes proches. Dans une enquête qu'il avait effectuée lui-même à Manchester en 1845, Engels décrivait cette situation de façon saisissante : *«Cette partie est et nord-est de Manchester est la seule où la bourgeoisie ne soit pas installée, pour la bonne raison que le vent dominant qui souffle dix ou onze mois de l'année de l'ouest et du sud-ouest apporte de ce côté-là la fumée de toutes les usines __ et ce n'est pas peu dire. Cette fumée-là, les ouvriers peuvent bien la respirer tout seuls... Les cottages sont vieux, sales et du type le plus petit : les rues inégales tout en bosses, en partie sans pavés et sans caniveaux ; partout une quantité considérable d'immondices, de détritus et de boue nauséabonde entre les flaques stagnantes ; l'atmosphère est empestée par leurs émanations, assombrie et alourdie par les fumées d'une douzaine de cheminées d'usines ; une foule d'enfants et de femmes en haillons rôdent en ces lieux...»* (La situation de la classe laborieuse en Angleterre)

Dans ces cités industrielles du 19e siècle, les patrons organisaient l'espace dans un souci de rentabilité à court terme. Les conditions d'hygiène dans les logements ouvriers étaient telles qu'elles finissaient par être dangereuses pour la bourgeoisie elle-même, qui craignait les risques d'épidémie. Aussi les patrons commencèrent-ils à se soucier du «cadre de vie» en séparant les agglomérations en quartiers d'habitation spécifique selon que l'on était patron, ingénieur ou ouvrier...

Depuis les débuts du capitalisme, la classe ouvrière a été et reste la

première touchée par la dégradation du «cadre de vie».

Dès le début du XX[e] siècle, le développement du capitalisme monopoliste d'Etat va accentuer ce phénomène. Il va investir tous les aspects de la vie, entraînant de ce fait une dégradation accélérée des conditions d'existence de la classe ouvrière, en dehors des lieux de travail. La durée de la journée de travail va s'allonger de manière importante par le temps passé dans des transports inconfortables. Les cars des usines vont parcourir toute une région pour ramasser les ouvriers et les ramener dans des cités-dortoirs anonymes.

Mais le développement du Capitalisme Monopoliste d'Etat engendre aussi une déterioration du «cadre de vie» qui affecte largement les couches non-ouvrières ; les nuisances du «capitalisme industriel» n'épargnent plus les catégories de la petite et moyenne bourgeoisie. Ce qui fut pendant des dizaines d'années le lot quotidien exclusif de la classe ouvrière et des masses laborieuses va toucher des catégories de salariés proches de la classe au pouvoir et provoquer chez elle des réactions de défense.

L'apparition du mouvement écologiste est révélatrice de la fragilité des alliances de classes de la bourgeoisie. La petite et moyenne bourgeoisie va, elle aussi, faire l'expérience de la réalité de ce «modèle de consommation» mis en place au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. Ce n'est pas un hasard si, dans une ville comme Paris et une partie de sa banlieue, les écologistes rencontreront un certain succès. La région parisienne va en effet connaître un développement rapide, sans précédent et, dans la perspective gaulliste, celle-ci était destinée à devenir la place forte, la capitale du Marché Commun. Mais les «lumières de la ville» n'arriveront pas à cacher la réalité de l'oppression quotidienne résumée dans un slogan fameux : *«Métro - Dodo - Boulot – Y'en a marre !»*. Ce sont ces maux-là, communs à la classe ouvrière et à d'autres classes, que dénoncent avant tout les écologistes :

«Les hommes et les femmes eux aussi ont beaucoup souffert. Parqués toujours plus loin de leur lieu de travail par la spéculation foncière et immobilière, dans les résidences pour cadres, les HLM pour ouvriers et les cités pour immigrés, ils doivent encaisser à la fois des temps de transports interminables, le bruit des autoroutes et des aéroports, le manque d'équipements collectifs, les malfaçons, l'isolement et l'insécurité.»

J.C. Delarue
«Les associations dans
la bataille électorale»
Février-mars 77

Mais on ne saurait en rester là pour expliquer le courant écologiste. Ces principes situent le cadre général dans lequel ce courant s'est développé. S'ils permettent en partie de rendre compte du développement d'associations comme «SOS Environnement», ils ne peuvent totalement expliquer les succès et le développement relatif des écologistes pendant ces deux dernières années et en particulier lors des élections municipales de 77. Nous l'avons vu : par rapport aux élections de 74, les écologistes doublent ou triplent leur score et apparaissent alors comme un nouveau mouvement plein d'avenir.

La dégradation du cadre de vie entre 74 et 77 n'a pas connu un développement tel qu'elle puisse expliquer ce phénomène. C'est au contraire dans les années antérieures, du temps où De Gaulle et Pompidou étaient au pouvoir que cette dégradation va s'accélérer. Paris va connaître des bouleversements importants : construction de centres d'affaires, tours-bureaux, autoroutes, radiales... Cette restructuration des villes est liée aux projets de l'impérialisme français dans cette période. Or, à l'époque des associations existaient mais elles avaient beaucoup moins d'écho qu'aujourd'hui.

En fait, on ne peut rendre compte complètement de la «percée» des écologistes que si l'on examine de plus près la situation politique ; c'est en effet dans une situation précise de crise que les écologistes vont connaître un certain succès sur le plan électoral. Au moment des élections municipales, la politique semble avant tout se résumer à ce qui se passe «en haut» : la coalition bourgeoise au pouvoir apparaît de plus en plus divisée ; RI et RPR multiplient les déclarations, Chirac s'affronte à D'Ornano à Paris ; à gauche, l'unité n'a pas encore volé en éclats et après la poussée électorale aux municipales, la victoire de ces partis en mars 78 semble de plus en plus assurée.

«En bas», malgré l'offensive de la bourgeoisie avec le Plan Barre, la riposte massive n'a pas lieu.

La situation de la lutte de classes en 77 n'est pas comparable à celle des années 73-74, marquée par des luttes comme celles de Lip, Saviem, Usinor, la grande grève des postiers... Si la classe ouvrière a mené des luttes ponctuelles nombreuses contre les fermetures d'usines, elle n'est pas parvenue à déclencher une offensive d'envergure contre le plan Barre, malgré la volonté qui s'était affirmée dans la journée du 7 octobre 76. Les partis de gauche et les directions syndicales ont en effet tout fait pour isoler, morceler les luttes dans la perspective de mars 78 par les journées nationales d'action et les grèves de 24 heures à répétition. Cette échéance des législatives de 78 où la gauche semble alors avoir de plus en plus de chances de succès a pesé fortement sur la situation des luttes. Passées les municipales, on entre déjà dans une autre période pré-électorale dont l'issue paraît revêtir une importance particulière : cette fois-ci, depuis des dizaines d'années, les partis de gauche semblent pouvoir l'emporter.

Pour une partie importante des «militants» écologistes, et plus généralement pour la génération qui a connu Mai 68 et y a participé, une période semble alors définitivement «tournée» :les perspectives révolutionnaires qui semblaient prendre consistance dans un pays impérialiste comme la France en 68 et dont le développement des luttes jusqu'en 75 maintenait la crédibilité, semblent de plus en plus lointaines en 77. C'est d'ailleurs dans cette période qu'une partie de «l'extrême-gauche» va connaître une crise importante; dans les cercles parisiens à la mode, on va voir apparaître un certain nombre de personnages «philosophiques» repentis de leur militantisme passé et étalant leurs désillusions...

Dans une table ronde organisée par *Le Sauvage* sur l'écologie, le «sociologue» Izard souligne : *«L'existence du mouvement écologique est concommitante à la quasi-disparition des mouvements politiques*

institutionnalisés qui sont apparus en Mai 68. Je pense au mouvement trotskyste et plus encore au mouvement maoïste, qui ont simplement reproduit, dans des appareils minuscules, les structures des grands partis traditionnels comme le parti communiste par exemple. J'ai l'impression que le mouvement écologiste aujourd'hui, c'est ce qui reste de meilleur du gauchisme quand on l'a dépouillé de son côté aparatchik minoritaire. Il en garde la sensibilité.»

On peut laisser à Izard son appréciation globale sur ce que sont devenus les militants de Mai 68; tous n'ont pas suivi les trotskystes ou la «Cause du Peuple» pour en tirer la leçon que l'écologie représente la seule perspective. Mais ce qu'il souligne à sa façon, c'est l'échec de tout un courant, notamment spontanéiste, apparu dans le sillage de Mai 68. C'est sur la base de cet échec que le courant écologiste a pu en effet connaître une certaine notoriété en ne retenant du mouvement de mai-juin 68 que sa «sensibilité» utopique et anarchisante.

Mais les écologistes poussent la confusion jusqu'à confondre l'échec d'une partie de l'extrême-gauche avec la faillite d'une perspective révolutionnaire en France. Les courants révolutionnaristes petits-bourgeois apparus en mai 68 ont été incapables de faire fusionner le marxisme-léninisme, qu'ils réduisaient à une série de mots d'ordre généraux et de recettes, avec le mouvement ouvrier. Leur échec, c'est l'échec de la petite-bourgeoisie à se démarquer réellement du révisionnisme et à avancer dans la construction d'une force révolutionnaire conséquente dans la classe ouvrière. Le rejet de la politique révolutionnaire assimilée à la caricature dogmatique aboutit chez les écologistes à se préoccuper avant tout des *«problèmes concrets et immédiats qui touchent vraiment les gens»*, et pour un certain nombre d'entre eux, l'échec d'un certain type de violence exemplaire et minoritaire qui devait «débloquer» l'énergie des masses aboutit au pacifisme le plus plat et à la non-violence...

Les écologistes ont tiré la leçon de cet échec à leur manière, et le subjectivisme propre à cette classe fait dire à quelques-uns : *«Sans l'avoir voulu, l'écologie prend la succession du socialisme.»* (*Le Sauvage* - juillet 77). Après s'être tourné sans succès vers la classe ouvrières, dont certains concluront qu'elle n'a plus un rôle révolutionnaire, il s'agit maintenant de se tourner vers la petite-bourgeoisie traditionnelle. Les perspectives que trace Brice Lalonde, ancien militant du PSU*, sont d'ailleurs significatives : *«Maintenant, une nouvelle convergence se dessine entre, d'une part, les autonomistes, les antinucléaires, les associatifs, les consommateurs, les non-violents et beaucoup de femmes et, d'autre part, les classes moyennes constituées par les agriculteurs, les pêcheurs, des gens que la compétition entre la classe ouvrière et la bourgeoisie a prétendu exclure totalement.»*

Ainsi, les discours des écologistes sur l'apparition d'un «nouveau mouvement» qui, selon certains, irait jusqu'à *«transcender la lutte de classes»*, ont pu connaître un certain écho dans cette frange de militants d'«extrême-gauche» qui a vu la faillite de ses propres illusions.

Après leur succès aux élections municipales, le discours écologiste a pu avoir un semblant de réalité dans cette année 77 où l'autonomie de la classe ouvrière n'a pas réellement pris corps sur le terrain des luttes. Mais les aspirations présentes dans la vague de luttes de 73-74 n'en a pas moins continué d'exister, on a pu le voir notamment lors de la journée du 7 octobre 76 par le nombre de manifestants inégalé depuis 68 dans de nombreuses villes, par les mots d'ordre affirmant clairement la volonté de lutte. Plus généralement, les interrogations politiques existant dans les masses, la défiance vis-à-vis des partis de gauche et de leurs projets respectifs s'est accentuée. Paradoxalement, la «percée» des écologistes lors des municipales est significative du rejet des partis de gauche et de l'existence de ces aspirations. En se présentant comme un nouveau courant rejetant la «politique politicienne», les partis de droite et de gauche, en mettant en avant des thèmes comme ceux de la «démocratie», de la prise en mains par les gens de leurs propres affaires», en soulevant des problèmes réels sur le cadre de vie, jusqu'alors largement passés sous silence par les partis de gauche, les écologistes ont su draîner lors des élections une partie des aspirations existantes. Ils ont été à leur manière, en quelque sorte, la «plaque sensible» de ce phénomène.

Les élections législatives de Mars 78 ont vu un certain recul des écologistes. Si le courant écologiste a pu s'illusionner lui-même sur son propre avenir historique en tant que courant indépendant et radicalement nouveau au moment des municipales, un an après il a commencé à être placé devant sa propre réalité et il n'a pu échapper à ses propres contradictions. Il s'est déclaré différent des partis bourgeois, a affirmé sa volonté de ne pas entrer dans la politique politicienne mais, dans les faits, il n'a pu empêcher la formation de «leaders» ou de «théoriciens» agissant selon leur bon vouloir et essayant d'imposer leurs vues. Il s'est heurté aux multiples pressions des partis de

---

* *La perspective de liaison avec la classe ouvrière ne semble pas avoir été une des préoccupations de Brice Lalonde puisque, 2 ans après 68, alors que pour toute une partie de la jeunesse intellectuelle, cette question était nettement posée, il semblait préférer le vélo :* «En 1970, les milieux de la gauche étudiante avaient inventé un concept très pratique pour évacuer tout ce qui posait problème, c'étaient les «fronts secondaires». Femmes, contre-culture, écologie... Le front principal bien sûr, restait la lutte des classes sur les lieux de travail. En réalité, l'écologie n'existait quasiment pas. Personnellement, j'aimais le vélo, je n'appréciais pas la façon de circuler en ville. Bien sûr, je ne pouvais pas en parler, je serais passé pour un imbécile... Aucune organisation politique ne prenait en compte ce genre de problèmes, sauf le PSU : j'y ai adhéré ; mais je pense qu'il faisait encore trop de «politique» à mon goût.» (*«Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*)

gauche et aux «magouilles de couloir» des directions parisiennes*.

L'unité électorale réalisée en mars dernier avec les listes «Ecologie 78» n'a pu réellement masquer les contradictions existant entre les différentes organisations qui se réclament de l'écologie. Quelles que soient les différentes tentatives de replâtrage électoral après mars, le courant écologiste ne pourra retrouver son image «innocente» et la vitalité qu'il a connue sur cette base depuis les élections municipales de 77.

Au lendemain même des dernières élections, les contradictions entre les différentes associations n'ont pas cessé. On a pu le voir notamment sur Paris lors de la manifestation anti marée-noire où seuls les «Amis de la Terre» se sont joints à la partie du cortège comprenant les partis de gauche. Parallèlement, les comités anti-marée noire qui se sont mis en place et auxquels participent les groupes locaux des «Amis de la Terre» ont été amenés à situer de plus en plus clairement leur lutte contre la pollution dans le cadre de la lutte contre le capitalisme.

Mais surtout, la conjoncture politique dans laquelle les thèmes les plus confus des écologistes ont pu avoir un semblant de réalité, s'est aujourd'hui modifiée. Alors que l'Union de la gauche et que PCF et PS traversent une crise profonde, la classe ouvrière a commencé à reprendre l'offensive sur le terrain des luttes, montrant de manière nette que *«la défaite de la gauche, ce n'était pas la défaite des travailleurs»*.

Dans ces luttes d'une grande combativité, les travailleurs ont rejeté le type d'action imposé dans le passé par les directions syndicales (grève de 24 heures par exemple) en déclenchant des grèves illimitées avec occupation face aux divisions et aux tentatives de démobilisation des directions syndicales; ils ont affirmé clairement leur volonté de prendre leur lutte en main.

Le développement même de la lutte de classes a ainsi fait voler en éclats les conceptions «fumeuses» d'un certain nombre de «leaders» écologistes assimilant la classe ouvrière aux partis de gauche ou prétendant que la lutte des classes était dépassée.

Ainsi le courant écologiste est nécessairement amené à clarifier ses propres positions face au développement des luttes amenant la frange la plus conséquente de ce mouvement à se ranger aux côtés de la classe ouvrière.

C'est aux révolutionnaires, en s'unissant dans l'action avec les militants écologistes, de leur en montrer la voie. ■

** Il s'agit avant tout d'un cercle restreint de la direction parisienne des «Amis de la Terre» dont les prises de position (visite de Brice Lalonde à Chirac, Radio-verte à Paris avec J.E. Hallier, refus de mettre sur le même plan la gauche et la droite...) ont suscité des contradictions importantes au sein de ce mouvement.*